

Tremblay-en-France

Le maire en lutte contre l'austérité, Mairie fermée jeudi 22 janvier 2015

Le jeudi 22 janvier 2015, je fermerai les portes de la mairie. Jamais je n'ai été contraint à une telle extrémité. Mais le gouvernement accule les collectivités locales ; suppression d'ici à 2017 des dotations de l'État, mise en place dans le flou le plus total de Conseils de territoire gigantesques, installation de la Métropole du Grand Paris et retrait des principales compétences des villes... Le désengagement de l'État et le choix de l'austérité font des ravages qu'on ne peut pas accepter.

Ces derniers jours, notre attachement aux valeurs républicaines après les crimes barbares contre *Charlie Hebdo* et l'hypercashier s'est exprimé avec force. Pourtant, notre devise républicaine est mise à mal. Pour financer le pacte de stabilité (40 milliards d'euros), le gouvernement a décidé de couper les vivres aux collectivités territoriales en leur retirant leur dotation d'ici à 2017 (soit 28 milliards d'euros).

Que devient l'égalité, quand le gouvernement fait les poches des collectivités locales et laisse quelques technocrates décider à leur place, à la place des habitants ?

Pour Tremblay-en-France, c'est une perte sèche de 16 millions d'euros. L'argent nécessaire aux besoins humains, aux services publics, aux dépenses sociales, aux équipements et aux services des collectivités locales est, de fait, transféré aux grands groupes financiers.

La situation est grave. Depuis plusieurs années, la Municipalité de Tremblay fait de nombreux efforts pour rationaliser son budget tout en poursuivant l'équipement de la ville et en développant les services rendus à la population. Mais comment continuer à équiper la ville, à assurer les services rendus à la population, à soutenir le mouvement associatif et sportif, à la hauteur de ce que fait Tremblay, avec 16 millions d'euros en moins ? La ville est le premier rempart faces aux difficultés rencontrées par la

population. Ce désengagement sur le budget municipal n'est pas supportable. Les Tremblaysiennes et les Tremblaysiens, déjà touchés par la crise et les mesures d'austérité du gouvernement, ne peuvent être doublement pénalisés. Ils doivent, comme cela a toujours été le cas, pouvoir compter sur leur maire, sur leurs élus municipaux, sur leurs services publics, sur leur ville. Alors oui, je fermerai la mairie le 22 janvier.

Je me bats depuis plusieurs mois contre ces mesures qui veulent réduire à néant le rôle des collectivités territoriales. Avec d'autres maires, qu'ils soient de gauche ou de droite, nous nous heurtons à un mur.

Je m'adresse à vous car notre avenir à tous est menacé. Plus que jamais, nous devons nous mobiliser ensemble pour la défense du service public, pour que Tremblay joue son rôle.

La mairie ne fonctionnera pas le jeudi 22 janvier 2015, mais les services de première proximité seront ouverts pour ne pas mettre en difficulté les familles. Je serais présent avec les élus de la majorité municipale pour discuter avec vous, vous proposer la pétition pour que le gouvernement revienne sur sa décision et verse les 16 millions de dotation à Tremblay comme prévu, pour qu'il donne les moyens de poursuivre les investissements et les efforts pour développer des services publics adaptés aux besoins de la population.

3 ateliers de discussion autour de ces problématiques qui pèsent sur les collectivités locales seront organisés dans la journée du 22 janvier :

- **La fonction publique, socle du modèle social français : moteur ou frein à la croissance ?**
- **Quelles conséquences de la politique d'austérité sur les communes et les agents ?**
- **Métropole : l'avenir des outils culturels et sportifs dans les futurs conseils de territoire ?**

Je vous invite vivement à participer à cette action par votre présence active, votre implication dans les ateliers citoyens, moments d'échanges sur l'avenir de nos collectivités.

Le soir, avec d'autres collègues maires, je participerai au rassemblement devant Matignon. Dans l'attente de vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



François ASENSI
Maire de Tremblay-en-France
Président de Terres de France
Député de Seine-Saint-Denis

